

FRANCE-MONDE

ALGÉRIE | Au moins 23 tués

Émeutes sanglantes et crise latente



Manifestation hier pour dénoncer les violences survenues ces derniers jours à Ghardaïa. Photo MaxPPP

« Une atmosphère de guerre civile ». Ce sont les termes employés par des journalistes algériens contactés hier et familiers de la « wilaya » (région administrative) de Ghardaïa, située à 600 km au sud d'Alger, où 23 personnes ont trouvé la mort depuis lundi soir. Plusieurs centaines de blessés ont été dénombrés, sans compter les saccages et les pillages. « L'hôpital de Ghardaïa n'arrive plus à contenir les blessés », rapportait même le quotidien La Liberté hier.

Ces affrontements meurtriers, particulièrement dans la ville de Guerrara, opposent les communautés berbérophones (« mozabites ») et arabophones (« chāmbis »). Les antagonismes ne datent pas d'hier dans cette vallée du M'Zab, considérée comme « la

porte du désert » : depuis 1975, la violence refait surface entre les deux camps.

Les « ultras » prennent le dessus

Cette explosion de violence, en plein ramadan et avec des armes à feu, sonne donc comme un défi au pouvoir central, incapable jusqu'à présent de ramener le calme. Les « ultras », jeunes en majorité et au chômage dans cette région pauvre, prennent le dessus sur les modérés et les notables locaux qui appellent, « à la vigilance et la sagesse ». Le président Abdelaziz Bouteflika a convoqué une réunion d'urgence. De son côté, l'opposition, à mis ces violences meurtrières sur « la vacance du pouvoir », jugeant que « ce qui se jouait à Ghardaïa était la dislocation de l'Algérie »

GRÈCE | Les Européens durcissent le ton vis-à-vis d'Athènes

Les dernières sommations avant le Grexit

Un nouveau sommet européen se tiendra dimanche pour statuer sur la prolongation des aides à la Grèce. En cas d'échec, une aide humanitaire pourrait accompagner Athènes vers la sortie de l'euro. En attendant, les banques resteront fermées au moins jusqu'à lundi.

De « rencontres de la dernière chance » en « sommets historiques », la perspective que la Grèce sorte de la zone euro menace chaque jour un peu plus. La France était l'un des derniers pays, mardi soir au Sommet de l'Eurozone, à affirmer « travailler pour parvenir à maintenir Athènes dans la zone euro ». La plupart des autres nations qui comptent se sont dites lassées, voire scandalisées de voir arriver à la table des négociations un ministre des Finances grec qui n'a même pas fait semblant de présenter un plan de sortie de crise.

Tsipras promet...

Alexis Tsipras, le Premier ministre grec, a fait profil bas, hier au Parlement européen à Strasbourg, en promettant de « nouvelles propositions concrètes de réformes crédibles » pour ce jeudi. Donald Tusk, le président polonais du Conseil européen a prévenu : cette

fois, ce sera la dernière. « C'est vraiment l'heure décisive et finale pour la Grèce comme pour nous », a-t-il lancé, soulignant que « sans unité nous allons nous réveiller dans quatre jours dans une Europe différente ».

Tsipras espérait revenir devant ses pairs européens fort de 61 % de votes non à son référendum. Cette force est devenue une faiblesse vis-à-vis de ses compatriotes, car le référendum n'a pas changé la réalité, et ce sera dur à expliquer aux Grecs. L'Europe, qui les tient depuis des années à bout de bras, réclame plus que jamais le colmatage du Tonneau des Danaïdes dans lequel elle a versé l'argent des contribuables. Pour obtenir les nouvelles aides qu'il a réclamées hier, Alexis Tsipras ne coupera pas à une hausse de la TVA et à l'arrêt des départs de la retraite à 56 ans, qui sont devenus une règle (non écrite) dans la fonction publique notamment. Il parle désormais d'une réforme fiscale « rapide » pour taxer enfin l'Église orthodoxe, plus riche propriétaire foncier du pays, et les armateurs. Mais cela fait cinq mois qu'il est au pouvoir sans avoir touché à leurs privilèges...

Bref, la balle est dans le camp grec. Même le plus solide allié d'Alexis Tsipras, François Hollande, l'admet quand il demande à Athènes des « propo-

sitions sérieuses, crédibles ».

Pour la première fois, le président français a évoqué mardi soir (sans prononcer le mot) un Grexit : « S'il n'y avait pas d'accord, il y aurait forcément la recherche d'une autre option, la France est obligée d'envisager cette option. » Manuel Valls a tenu un discours plus orienté sur le maintien de la Grèce dans la zone euro, hier à l'Assemblée. Mais le Premier ministre n'assiste pas aux Sommets européens...

Vers une « aide humanitaire » ?

Un nouveau Sommet – à 28 – est prévu dimanche. En cas de désaccord, il pourrait engager un Grexit qui ne dirait pas son nom, en accordant « une aide humanitaire » qui permette aux banques de rouvrir (elles resteront fermées au moins jusqu'à lundi) et aux Grecs de respirer un peu. Le président du Parlement européen, Martin Schulz (social-démocrate), a lancé en premier l'idée d'aide humanitaire, avant même le résultat du référendum. Le président (libéral) du Conseil européen lui a emboîté le pas hier. C'est bien un ultimatum qu'on lance les Européens à la Grèce. S'ils n'obtiennent pas satisfaction, ils semblent prêts à allonger quelques milliards de plus pour aider au divorce.

Patrick FLUCKIGER



Jean-Claude Juncker, président de la Commission de Bruxelles : « La Commission est prête à toutes les éventualités », « elle a un scénario détaillé » pour une sortie de la Grèce de l'euro. Photo AFP

Les députés ont voulu un débat... et l'ont déserté

Les groupes du parti Les Républicains et les écologistes réclamaient un débat sur la Grèce à l'Assemblée. Ils l'ont eu. Il s'est tenu hier et le Premier ministre Manuel Valls, a notamment annoncé que s'il y avait un accord sur la Grèce, les parlementaires auraient à se prononcer. Cela a été salué par les députés présents, mais ils étaient peu nombreux. Quatre députés écologistes, une petite dizaine du parti Les Républicains, quelques centristes, radicaux et front de gauche ainsi que des rangs socialistes qui se sont éclaircis après la prise de parole du chef de gouvernement : ce débat, pourtant largement réclamé, ne restera pas dans les mémoires du Parlement.

Tourisme : réservations en chute libre

Les réservations de dernière minute ont diminué de 30 % depuis l'annonce du référendum grec, s'est alarmé hier le représentant de la confédération du tourisme grec, Alexandre Lamnidis. Ces réservations de dernière minute représentent 20 % du total des réservations. « Dans le cas où on trouve un accord dans la semaine, les affaires vont continuer, dans le cas contraire, et si la situation perdure encore deux ou trois semaines, nous pensons que nous allons avoir des problèmes, notamment d'approvisionnement », a-t-il ajouté.

« Il y a des craintes sur l'approvisionnement en nourriture »

Depuis le contrôle des capitaux, annoncé le 28 juin, les banques grecques sont fermées, et les virements vers des comptes étrangers interdits, ce qui entrave les achats de produits importés, comme la viande par exemple. Les retraits d'argent sont limités à 60 euros par personne et par jour. « Certains hôtels veulent s'approvisionner en nourriture et bien sûr, les fournisseurs, qui sont sous pression, demandent à être payés en cash, et du cash, il n'y en a pas », a expliqué M. Lamnidis. Sur les îles grecques, « il y a quelques problèmes ici et là avec les distributeurs de billets et il y a des craintes à propos de l'approvisionnement en nourriture ».

Le poids du secteur touristique est estimé entre 15 et 20 % du PIB grec. En 2014, 24 millions de touristes, un record, ont visité la Grèce et rapporté au pays 13,5 milliards d'euros, selon la confédération qui espère cette année atteindre 25 millions de visiteurs, et un 14,3 milliards d'euros.

ÉTATS-UNIS | Dépôt des dossiers

443 candidats à la présidentielle 2016

Mardi 7 juillet avant minuit à Washington, 443 citoyens américains ont remis leur très officielle déclaration de candidature à la commission électorale fédérale pour l'élection présidentielle de novembre 2016. Ils étaient 417 en 2012 et 369 en 2008. Parmi eux, 100 sont affiliés au parti Républicains, 72 au parti démocrate, 11 au parti libéral, 3 dans des partis écologistes.

Clinton bien partie, Bush contesté

Certains seront éliminés par cette commission électorale fédérale qui examine la conformité des dossiers jusqu'au mardi 22 juillet. Si aucune raison légale ne s'oppose à sa candidature, tout candidat devra remettre 5 000 dollars, autre étape

éliminatoire. Les deux grands partis désigneront chacun un candidat unique à l'issue de primaires qui s'étaleront tout au long du premier semestre 2016.

Côté démocrates, depuis les émeutes de Baltimore, l'ex-first lady Hillary Clinton distance son principal adversaire à la primaire Martin O'Malley, le maire de cette ville de l'est. Elle semble sans rival de taille à ce jour.

C'est plus compliqué chez les Républicains. Le très riche fils et frère d'ex-présidents Jeb Bush étiéqué modéré doit compter avec le fantasme Donald Trump, mais aussi les très conservateurs Bobby Jindal, Chris Christie, Rand Paul, Josh Walker, Mick Huckabee et surtout le sénateur « latino » Marco Rubio porté par les États du sud.



QUESTIONS À

Pascal Lamy

Président d'honneur de l'Institut Jacques Delors

« Il faut un plan Marshall pour la Grèce »

→ Le Grexit est possible ?

« Le Grexit n'est ni souhaité, ni souhaitable, mais il est devenu moins improbable. La situation a énormément changé en une semaine. Le système financier grec s'est détérioré, l'économie grecque est en chute libre, et Alexis Tsipras a réussi son pari politique. Cela lui donne une main plus forte dans la négociation, mais aussi l'autorité pour faire accepter un accord. Enfin, la question du réaménagement de la dette grecque est maintenant sur la table. »

→ Pourquoi avoir attendu si longtemps pour en parler, contre toute évidence ?

« L'évidence, c'est que les Grecs ne sont pas en mesure d'honorer cette dette dans les conditions auxquelles elle a été souscrite. Beaucoup préféreraient en parler plus tard, pour des raisons tactiques, mais le revirement du FMI a changé la donne... Il faut bien comprendre le changement : nous allons devoir maintenant lancer en urgence un programme plus important pour réanimer l'économie grecque, avec des réformes plus profondes et plus larges, et donc parler aussi de la dette.

C'est un plan de long terme, à cinq ou dix ans, comme un plan Marshall de remise en fonctionnement d'un pays dévasté par une guerre. »

→ Vous parlez de tactiques. Ne faut-il pas regretter des postures politiques ?

« C'est effectivement un problème, mais il est incontournable, car tout accord devra passer devant les parlements nationaux : grec, mais aussi allemand, français... Et les opinions européennes, y compris l'opinion française, sont devenues plus réticentes à un geste supplémentaire pour les Grecs. Cela rend la solution politiquement plus difficile. »

→ La France et l'Allemagne paraissent diverger. C'est inquiétant ?

« C'est inévitable. Les cultures sont différentes : en allemand, dette se dit « Schuld », soit « faute », « péché »... Comme souvent en Europe, c'est au milieu des deux positions de la France et de l'Allemagne que se trouve la solution : plus de discipline, côté allemand, et plus de solidarité, côté français. »

Propos recueillis par Francis BROCHET

POLÉMIQUE | Le témoignage accusateur de l'ex otage au Mali

Serge Lazarevic : « Je suis un SDF de la République »

Serge Lazarevic, long-temps dernier otage français dans le monde, a passé entre 2011 et 2014 plus de trois ans aux mains d'Aqmi, au Mali. Il a été libéré le 9 décembre dernier, et a été accueilli en France en héros, par le président de la République et plusieurs ministres. Accolades, réjouissances et retrouvailles... et puis plus rien.

« Aujourd'hui, j'ai du mal à me relever », concède-t-il à France Info, qui l'a rencontré cette semaine. Un euphémisme. Sept mois après sa libération, Serge Lazarevic va mal. Il raconte ses difficultés de son retour à la vie normale : « Je suis dans un état dépressif, confie-t-

il d'emblée. Je souffre toujours de troubles psychologiques et physiques. J'ai le bassin qui a été touché, j'ai pris des coups sur la tête, on m'a torturé, j'ai des problèmes de mémoire et d'oreille interne, et j'ai des vertiges tout le temps. »

Mais au-delà de ces problèmes de santé, c'est surtout la vie quotidienne qui lui pèse, d'autant que son état ne lui permet pas de reprendre son travail de contremaître de chantier.

« J'étais mieux au Mali »

Dans ces conditions, difficile pour lui de trouver un autre logement que le petit studio où le Quai d'Orsay l'a installé, situé dans



Serge Lazarevic s'est confié hier sur sa nouvelle vie en France au micro de France Info. Et il ne va pas bien. Photo DR

l'arrière-cour de la maison de sa mère, en Seine-Saint-Denis. « J'ai du mal, parce que j'ai quand même une famille. Ma fille vient d'accoucher, j'ai trois petits-

enfants, j'ai une femme que je ne peux pas voir parce qu'il n'y a rien. Il y a un lit, et même pas une table et une chaise pour manger. »

Il regrette que, pour dé-

ménager, les administrations lui demandent des déclarations d'impôt ou des fiches de paie... autant de document dont il ne dispose évidemment pas, étant donné sa situation ces dernières années.

Fatigué, Serge Lazarevic dit se sentir abandonné par les autorités françaises : « Depuis que je suis arrivé, je n'ai aucune aide de personne ».

Et d'ajouter : « J'ai été abandonné, je suis un SDF de la République française. Je considère que j'étais mieux au Mali, car même si on souffre, même si on est torturé et qu'on est esclave, l'esprit comprend mieux, car il y a une explication. Un vrai appel au secours. »

MONDE EXPRESS

SUISSE

Décès du chef Philippe Rochat

→ L'ancien chef étoilé suisse Philippe Rochat est décédé hier à l'âge de 61 ans « vraisemblablement suite à un malaise » lors d'une sortie à vélo. Le célèbre cuisinier avait dirigé de 1996 à 2012 l'un des meilleurs restaurants de Suisse, l'Hôtel de Ville à Crissier, près de Lausanne, auréolé de trois étoiles au Michelin et 19 sur 20 au Gault-Millau. Son restaurant avait été caractérisé en 2000 comme « le meilleur restaurant du monde » par le Gault-Millau.

TUNISIE

Un mur de sable avec la Libye

→ Le Premier ministre tunisien Habib Essid a confirmé